BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)

Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètre de la transaction :

Type de transaction :	*Transmission d'actes*
Nature de l'acte :	*Délibérations*
Numéro de l'acte :	*CM030720ODJ01*
Date de la décision :	*2020-07-06 00:00:00+02*
Objet :	*Installation du Conseil Municipal*
Documents papiers complémentaires :	*NON*
Classification matières/sous-matières :	*5.1 - Election executif*
Identifiant unique :	*063-216301135-20200706-CM030720ODJ01-DE*
URL d'archivage :	*Non définie*
Notification :	*Non notifiée*

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
Nom métier :		
063-216301135-20200706-CM030720ODJ01-DE-1-1_0.xml	*text/xml*	*861*
Nom original :		
CM 03 07 2020_ODJ01.pdf	*application/pdf*	*141088*
Nom métier :		
99_DE-063-216301135-20200706-CM030720ODJ01-DE-1-1_1.pdf	*application/pdf*	*141088*

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	*6 juillet 2020 à 16h02min39s*	*Dépôt initial*
En attente de transmission	*6 juillet 2020 à 16h02min40s*	*Accepté par le TdT : validation OK*
Transmis	*6 juillet 2020 à 16h02min46s*	*Transmis au MI*
Acquittement reçu	*6 juillet 2020 à 16h05min37s*	*Reçu par le MI le 2020-07-06*

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU **03 juillet 2020 à 16 h 00**

AUJOURD'HUI **trois juillet deux mille vingt**

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 29 juin 2020, s'est réuni dans les Salons de l'Hôtel de Ville.

Après avoir ouvert la séance, Madame Christiane JALICON, Doyenne d'âge, procède à l'appel.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

Présent(e)s : Dominique ADENOT, Anna AUBOIS, Cécile AUDET, Jérôme AUSLENDER, Marion BARRAUD, Géraldine BASTIEN, Laetitia BEN SADOK, Grégory BERNARD, Valérie BERNARD, Christophe BERTUCAT, Olivier BIANCHI, Fatima BISMIR, Alexis BLONDEAU, Nicolas BONNET, Julien BONY, Jean-Pierre BRENAS, Dominique BRIAT, Estelle BRUANT, Marion CANALES, Jean-Christophe CERVANTES, Rémi CHABRILLAT, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Cyril CINEUX, Alparslan COSKUN, Charles DUBREUIL, Christine DULAC ROUGERIE, Samir EL BAKKALI, Sondès EL HAFIDHI, Eric FAIDY, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Magali GALLAIS, Jérôme GODARD, Christiane JALICON, Nicaise JOSEPH, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Diego LANDIVAR, Cécile LAPORTE, Isabelle LAVEST, Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL, Marianne MAXIMI, Pierre MIQUEL, Lucie MIZOULE, Didier MULLER, Lucas PEYRE, Frédéric PILAUD, Catherine PINET-TALLON, Stanislas RENIÉ, Pierre SABATIER, Vincent SOULIGNAC, Anne-Laure STANISLAS, Sylviane TARDIEU, Yannick VIGIGNOL, Odile VIGNAL, Thomas WEIBEL

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : /

Excusé(e)s : /

Absent(e)s : /

Secrétaire : Wendy LAFAYE

Rapport N° 1
INSTALLATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion notamment pour installer le nouveau conseil se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet.

Je vais donc procéder à l'appel nominal des conseillers municipaux présents.

Le quorum est atteint, je déclare la séance du Conseil Municipal ouverte.

Je vais maintenant vous donner lecture des résultats constatés au procès-verbal du deuxième tour des élections du 15 mars et du 28 juin 2020 :

Inscrits : 72 070

Votants : 21 785

Blancs : 325

Nuls : 282

Suffrages exprimés : 21 178

Ont obtenu :

Liste « Clermont-Ferrand en commun » : 3 194 voix

Liste « Réunis pour Vous » : 7 730 voix

Liste « Naturellement Clermont » : 10 254 voix

DELIBERATION

Conformément à la Loi, je déclare installés en qualité de conseillers municipaux de la Ville de Clermont-Ferrand :

Les 4 élus de la liste « Clermont-Ferrand en commun » conduite par Madame MAXIMI, à savoir :
Marianne MAXIMI, Diego LANDIVAR, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Alparslan COSKUN

Les 10 élus de la liste « Réunis pour Vous » conduite par Monsieur BRENAS, à savoir :
Jean-Pierre BRENAS, Catherine PINET-TALLON, Eric FAIDY, Fatima BISMIR, Julien BONY, Cécile LAPORTE, Stanislas RENIÉ, Christiane JALICON, Alexis BLONDEAU, Géraldine BASTIEN

Les 41 élus de la liste « Naturellement Clermont » conduite par Monsieur BIANCHI, à savoir : Olivier BIANCHI, Anne-Laure STANISLAS, Cyril CINEUX, Christine DULAC ROUGERIE, Jérôme AUSLENDER, Marion CANALES, Nicolas BONNET, Magali GALLAIS, Samir EL BAKKALI, Cécile AUDET, Christophe BERTUCAT, Wendy LAFAYE, Jean-Christophe CERVANTES, Marion BARRAUD, Thomas WEIBEL, Sondès EL HAFIDHI, Rémi CHABRILLAT, Lucie MIZOULE, Charles DUBREUIL, Isabelle LAVEST, Pierre SABATIER, Odile VIGNAL, Grégory BERNARD, Estelle BRUANT, Dominique ADENOT, Nicaise JOSEPH, Vincent SOULIGNAC, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Jérôme GODARD, Dominique BRIAT, Pierre MIQUEL, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL, Sylviane TARDIEU, Yannick VIGIGNOL, Anna AUBOIS, Frédéric PILAUD, Valérie BERNARD, Didier MULLER, Laetitia BEN SADOK, Lucas PEYRE

En application de l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal nomme, au début de chacune de ses séances, un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Aussi, je vous propose de désigner Mme Wendy LAFAYE, membre le plus jeune du conseil municipal, secrétaire de séance.

Après en avoir délibéré, Mme Wendy LAFAYE est donc désignée secrétaire de séance à l'unanimité.

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 06 JUIL. 2020

Le Maire,

CLERMONT-FERRAND LANTERNA CIVITAS NOBILISSIMA

Olivier BIANCHI

BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)

Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètre de la transaction :

	Type de transaction :	*Transmission d'actes*
	Nature de l'acte :	*Délibérations*
	Numéro de l'acte :	*CM030720ODJ02*
	Date de la décision :	*2020-07-06 00:00:00+02*
	Objet :	*Election du Maire*
	Documents papiers complémentaires :	*NON*
	Classification matières/sous-matières :	*5.1 - Election executif*
	Identifiant unique :	*063-216301135-20200706-CM030720ODJ02-DE*
	URL d'archivage :	*Non définie*
	Notification :	*Non notifiée*

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
Nom métier :		
063-216301135-20200706-CM030720ODJ02-DE-1-1_0.xml	*text/xml*	*845*
Nom original :		
CM 03 07 2020_ODJ02.pdf	*application/pdf*	*103331*
Nom métier :		
99_DE-063-216301135-20200706-CM030720ODJ02-DE-1-1_1.pdf	*application/pdf*	*103331*

Cycle de vie de la transaction :

	Etat	Date	Message
	Posté	*6 juillet 2020 à 16h08min27s*	*Dépôt initial*
	En attente de transmission	*6 juillet 2020 à 16h08min27s*	*Accepté par le TdT : validation OK*
	Transmis	*6 juillet 2020 à 16h08min28s*	*Transmis au MI*
	Acquittement reçu	*6 juillet 2020 à 16h09min43s*	*Reçu par le MI le 2020-07-06*

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU **03 juillet 2020 à 16 h 00**

AUJOURD'HUI **trois juillet deux mille vingt**

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 29 juin 2020, s'est réuni dans les Salons de l'Hôtel de Ville.

Après avoir ouvert la séance, Madame Christiane JALICON, Doyenne d'âge, procède à l'appel.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

Présent(e)s : Dominique ADENOT, Anna AUBOIS, Cécile AUDET, Jérôme AUSLENDER, Marion BARRAUD, Géraldine BASTIEN, Laetitia BEN SADOK, Grégory BERNARD, Valérie BERNARD, Christophe BERTUCAT, Olivier BIANCHI, Fatima BISMIR, Alexis BLONDEAU, Nicolas BONNET, Julien BONY, Jean-Pierre BRENAS, Dominique BRIAT, Estelle BRUANT, Marion CANALES, Jean-Christophe CERVANTES, Rémi CHABRILLAT, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Cyril CINEUX, Alparslan COSKUN, Charles DUBREUIL, Christine DULAC ROUGERIE, Samir EL BAKKALI, Sondès EL HAFIDHI, Eric FAIDY, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Magali GALLAIS, Jérôme GODARD, Christiane JALICON, Nicaise JOSEPH, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Diego LANDIVAR, Cécile LAPORTE, Isabelle LAVEST, Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL, Marianne MAXIMI, Pierre MIQUEL, Lucie MIZOULE, Didier MULLER, Lucas PEYRE, Frédéric PILAUD, Catherine PINET-TALLON, Stanislas RENIÉ, Pierre SABATIER, Vincent SOULIGNAC, Anne-Laure STANISLAS, Sylviane TARDIEU, Yannick VIGIGNOL, Odile VIGNAL, Thomas WEIBEL

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : /

Excusé(e)s : /

Absent(e)s : /

Secrétaire : Wendy LAFAYE

Scrutateurs : Alexis BLONDEAU et Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL

Rapport N° 2
ELECTION DU MAIRE

Conformément aux dispositions des articles L.2122-4 et L.2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal élit le Maire parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue.
Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

En application de l'article L2122-8 du Code général des collectivités territoriales, je préside cette séance pour l'élection du Maire.

Sont candidats :
Monsieur Olivier BIANCHI
Madame Marianne MAXIMI

J'invite donc le Conseil municipal à procéder à l'élection du Maire.

A l'issue du vote à scrutin secret, les résultats sont les suivants :

Effectif légal du Conseil Municipal :	55
Effectif présent à l'ouverture du scrutin :	55
Nombre de pouvoirs :	0
Nombre d'élus n'ayant pas pris part au vote :	0
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne :	55
Nombre de bulletins blancs :	10
Nombre de bulletins nuls :	0
Nombre de suffrages exprimés :	45
Majorité absolue :	23

Ont obtenu :

- Olivier BIANCHI : 41 voix
- Marianne MAXIMI : 4 voix

DELIBERATION

Monsieur Olivier BIANCHI, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est déclaré élu Maire de Clermont-Ferrand.

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 06 JUIL. 2020

Le Maire,

Olivier BIANCHI

BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)

Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètre de la transaction :

Type de transaction :	*Transmission d'actes*
Nature de l'acte :	*Délibérations*
Numéro de l'acte :	*CM030720ODJ03*
Date de la décision :	*2020-07-06 00:00:00+02*
Objet :	*Fixation du nombre des Adjoints*
Documents papiers complémentaires :	*NON*
Classification matières/sous-matières :	*5.1 - Election executif*
Identifiant unique :	*063-216301135-20200706-CM030720ODJ03-DE*
URL d'archivage :	*Non définie*
Notification :	*Non notifiée*

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
Nom métier :		
063-216301135-20200706-CM030720ODJ03-DE-1-1_0.xml	*text/xml*	*859*
Nom original :		
CM 03 07 2020_ODJ03.pdf	*application/pdf*	*94707*
Nom métier :		
99_DE-063-216301135-20200706-CM030720ODJ03-DE-1-1_1.pdf	*application/pdf*	*94707*

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	*6 juillet 2020 à 16h11min24s*	*Dépôt initial*
En attente de transmission	*6 juillet 2020 à 16h11min24s*	*Accepté par le TdT : validation OK*
Transmis	*6 juillet 2020 à 16h15min52s*	*Transmis au MI*
Acquittement reçu	*6 juillet 2020 à 16h16min01s*	*Reçu par le MI le 2020-07-06*

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU **03 juillet 2020 à 16 h 00**

AUJOURD'HUI **trois juillet deux mille vingt**

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 29 juin 2020, s'est réuni dans les Salons de l'Hôtel de Ville.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

Olivier BIANCHI, Maire, présidant la séance

Présent(e)s : Dominique ADENOT, Anna AUBOIS, Cécile AUDET, Jérôme AUSLENDER, Marion BARRAUD, Géraldine BASTIEN, Laetitia BEN SADOK, Grégory BERNARD, Valérie BERNARD, Christophe BERTUCAT, Olivier BIANCHI, Fatima BISMIR, Alexis BLONDEAU, Nicolas BONNET, Julien BONY, Jean-Pierre BRENAS, Dominique BRIAT, Estelle BRUANT, Marion CANALES, Jean-Christophe CERVANTES, Rémi CHABRILLAT, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Cyril CINEUX, Alparslan COSKUN, Charles DUBREUIL, Christine DULAC ROUGERIE, Samir EL BAKKALI, Sondès EL HAFIDHI, Eric FAIDY, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Magali GALLAIS, Jérôme GODARD, Christiane JALICON, Nicaise JOSEPH, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Diego LANDIVAR, Cécile LAPORTE, Isabelle LAVEST, Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL, Marianne MAXIMI, Pierre MIQUEL, Lucie MIZOULE, Didier MULLER, Lucas PEYRE, Frédéric PILAUD, Catherine PINET-TALLON, Stanislas RENIÉ, Pierre SABATIER, Vincent SOULIGNAC, Anne-Laure STANISLAS, Sylviane TARDIEU, Yannick VIGIGNOL, Odile VIGNAL, Thomas WEIBEL

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : /

Excusé(e)s : /

Absent(e)s : /

Secrétaire : Wendy LAFAYE

Rapport N° 3
FIXATION DU NOMBRE DES ADJOINTS

En application de l'article L. 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal détermine librement le nombre des Adjoints au Maire, sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal.
Ce pourcentage constitue une limite maximale à ne pas dépasser. Il n'est donc pas possible d'arrondir à l'entier supérieur le résultat de ce calcul.
Le Conseil Municipal de Clermont-Ferrand comportant 55 élus, le nombre des Adjoints est au maximum de 16.

Par ailleurs, en application des articles L. 2143-1 et L. 2122-2-1 du code précité, la limite fixée à l'article L. 2122-2 peut donner lieu à dépassement en vue de la création de postes d'adjoints chargés principalement d'un ou plusieurs quartiers, sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil Municipal, soit 5 postes.

Dès lors, je vous propose de fixer le nombre d'adjoints à 21 en créant donc 5 postes d'adjoints de quartier.

DELIBERATION

Après en avoir délibéré, la proposition, mise aux voix, est adoptée à la majorité.

Le nombre des Adjoints au Maire de Clermont-Ferrand est fixé à 21 (16 adjoints + 5 adjoints de quartier).

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 06 JUIL. 2020

Le Maire,

CLERMONT-FERRAND
ARVERNA CIVITAS NOBILISSIMA

Olivier BIANCHI

BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)

Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètre de la transaction :

Type de transaction :	*Transmission d'actes*
Nature de l'acte :	*Délibérations*
Numéro de l'acte :	*CM030720ODJ04*
Date de la décision :	*2020-07-06 00:00:00+02*
Objet :	*Election des Adjoints*
Documents papiers complémentaires :	*NON*
Classification matières/sous-matières :	*5.1 - Election executif*
Identifiant unique :	*063-216301135-20200706-CM030720ODJ04-DE*
URL d'archivage :	*Non définie*
Notification :	*Non notifiée*

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
Nom métier :		
063-216301135-20200706-CM030720ODJ04-DE-1-1_0.xml	*text/xml*	*849*
Nom original :		
CM 03 07 2020_ODJ04.pdf	*application/pdf*	*149409*
Nom métier :		
99_DE-063-216301135-20200706-CM030720ODJ04-DE-1-1_1.pdf	*application/pdf*	*149409*

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	*6 juillet 2020 à 16h12min48s*	*Dépôt initial*
En attente de transmission	*6 juillet 2020 à 16h12min48s*	*Accepté par le TdT : validation OK*
Transmis	*6 juillet 2020 à 16h16min33s*	*Transmis au MI*
Acquittement reçu	*6 juillet 2020 à 16h18min01s*	*Reçu par le MI le 2020-07-06*

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU **03 juillet 2020 à 16 h 00**

AUJOURD'HUI **trois juillet deux mille vingt**

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 29 juin 2020, s'est réuni dans les Salons de l'Hôtel de Ville.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

Olivier BIANCHI, Maire, présidant la séance

Présent(e)s : Dominique ADENOT, Anna AUBOIS, Cécile AUDET, Jérôme AUSLENDER, Marion BARRAUD, Géraldine BASTIEN, Laetitia BEN SADOK, Grégory BERNARD, Valérie BERNARD, Christophe BERTUCAT, Olivier BIANCHI, Fatima BISMIR, Alexis BLONDEAU, Nicolas BONNET, Julien BONY, Jean-Pierre BRENAS, Dominique BRIAT, Estelle BRUANT, Marion CANALES, Jean-Christophe CERVANTES, Rémi CHABRILLAT, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Cyril CINEUX, Alparslan COSKUN, Charles DUBREUIL, Christine DULAC ROUGERIE, Samir EL BAKKALI, Sondès EL HAFIDHI, Eric FAIDY, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Magali GALLAIS, Jérôme GODARD, Christiane JALICON, Nicaise JOSEPH, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Diego LANDIVAR, Cécile LAPORTE, Isabelle LAVEST, Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL, Marianne MAXIMI, Pierre MIQUEL, Lucie MIZOULE, Didier MULLER, Lucas PEYRE, Frédéric PILAUD, Catherine PINET-TALLON, Stanislas RENIÉ, Pierre SABATIER, Vincent SOULIGNAC, Anne-Laure STANISLAS, Sylviane TARDIEU, Yannick VIGIGNOL, Odile VIGNAL, Thomas WEIBEL

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : /

Excusé(e)s : /

Absent(e)s : /

Secrétaire : Wendy LAFAYE

Scrutateurs : Alexis BLONDEAU et Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL

Rapport N° 4
ÉLECTION DES ADJOINTS

En application des dispositions de l'article L.2122-7-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin secret de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. La liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Les listes présentées en cours de séance peuvent comporter un nombre de candidats inférieur au nombre de postes à pourvoir.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

En cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu selon les règles prévues à l'article L.2122-7.

Est proposée la liste suivante des adjoints présentée par Olivier BIANCHI :

1er Adjointe : Christine DULAC ROUGERIE

2e Adjoint : Nicolas BONNET

3e Adjointe : Marion CANALES

4e Adjoint : Cyril CINEUX

5e Adjointe : Isabelle LAVEST

6e Adjoint : Grégory BERNARD

7e Adjointe : Manuela FERREIRA DE SOUSA, Adjointe de quartier Est (Montferrand)

8e Adjoint : Rémi CHABRILLAT

9e Adjointe : Nicaise JOSEPH

10e Adjoint : Jean-Christophe CERVANTES

11e Adjointe : Cécile AUDET

12e Adjoint : Jérôme GODARD

13e Adjointe : Odile VIGNAL, Adjointe de quartier Sud (Saint-Jacques)

14e Adjoint : Christophe BERTUCAT, Adjoint de quartier Centre

15e Adjointe : Magali GALLAIS

16e Adjoint : Jérôme AUSLENDER

17e Adjointe : Anne-Laure STANISLAS

18e Adjoint : Didier MULLER

19e Adjointe : Sondès EL HAFIDHI

20e Adjoint : Charles DUBREUIL, Adjoint de quartier Ouest

21e Adjointe : Sylviane TARDIEU, Adjointe de quartier Nord

Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

Effectif légal du Conseil Municipal :	55
Effectif présent à l'ouverture du scrutin :	55
Nombre de pouvoirs :	0
Nombre d'élus n'ayant pas pris part au vote :	0
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne :	55
Nombre de bulletins blancs :	14
Nombre de bulletins nuls :	0
Nombre de suffrages exprimés :	41
Majorité absolue :	21

A obtenu la liste d'Olivier BIANCHI : 41 voix

DELIBERATION

Sont élus :

1er Adjointe : Christine DULAC ROUGERIE

2e Adjoint : Nicolas BONNET

3e Adjointe : Marion CANALES

4e Adjoint : Cyril CINEUX

5e Adjointe : Isabelle LAVEST

6e Adjoint : Grégory BERNARD

7e Adjointe : Manuela FERREIRA DE SOUSA, Adjointe de quartier Est (Montferrand)

8e Adjoint : Rémi CHABRILLAT

9e Adjointe : Nicaise JOSEPH

10e Adjoint : Jean-Christophe CERVANTES

11e Adjointe : Cécile AUDET

12e Adjoint : Jérôme GODARD

13e Adjointe : Odile VIGNAL, Adjointe de quartier Sud (Saint-Jacques)

14e Adjoint : Christophe BERTUCAT, Adjoint de quartier Centre

15e Adjointe : Magali GALLAIS

16e Adjoint : Jérôme AUSLENDER

17e Adjointe : Anne-Laure STANISLAS

18e Adjoint : Didier MULLER

19e Adjointe : Sondès EL HAFIDHI

20e Adjoint : Charles DUBREUIL, Adjoint de quartier Ouest

21e Adjointe : Sylviane TARDIEU, Adjointe de quartier Nord

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 06 JUIL. 2020

Le Maire,

CLERMONT-FERRAND
ARVERNA CIVITAS NOBILISSIMA

Olivier BIANCHI

BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)

Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètre de la transaction :

	Type de transaction :	*Transmission d'actes*
	Nature de l'acte :	*Délibérations*
	Numéro de l'acte :	*CM030720ODJ05*
	Date de la décision :	*2020-07-06 00:00:00+02*
	Objet :	*Lecture de la Charte de l'élu local*
	Documents papiers complémentaires :	*NON*
	Classification matières/sous-matières :	*5.6 - Exercice des mandats locaux*
	Identifiant unique :	*063-216301135-20200706-CM030720ODJ05-DE*
	URL d'archivage :	*Non définie*
	Notification :	*Non notifiée*

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
Nom métier :		
063-216301135-20200706-CM030720ODJ05-DE-1-1_0.xml	*text/xml*	*863*
Nom original :		
CM 03 07 2020_ODJ05.pdf	*application/pdf*	*982084*
Nom métier :		
99_DE-063-216301135-20200706-CM030720ODJ05-DE-1-1_1.pdf	*application/pdf*	*982084*

Cycle de vie de la transaction :

	Etat	Date	Message
	Posté	*6 juillet 2020 à 16h15min52s*	*Dépôt initial*
	En attente de transmission	*6 juillet 2020 à 16h16min00s*	*Accepté par le TdT : validation OK*
	Transmis	*6 juillet 2020 à 16h18min09s*	*Transmis au MI*
	Acquittement reçu	*6 juillet 2020 à 16h20min24s*	*Reçu par le MI le 2020-07-06*

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU **03 juillet 2020 à 16 h 00**

AUJOURD'HUI **trois juillet deux mille vingt**

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 29 juin 2020, s'est réuni dans les Salons de l'Hôtel de Ville.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

Olivier BIANCHI, Maire, présidant la séance

Présent(e)s : Dominique ADENOT, Anna AUBOIS, Cécile AUDET, Jérôme AUSLENDER, Marion BARRAUD, Géraldine BASTIEN, Laetitia BEN SADOK, Grégory BERNARD, Valérie BERNARD, Christophe BERTUCAT, Olivier BIANCHI, Fatima BISMIR, Alexis BLONDEAU, Nicolas BONNET, Julien BONY, Jean-Pierre BRENAS, Dominique BRIAT, Estelle BRUANT, Marion CANALES, Jean-Christophe CERVANTES, Rémi CHABRILLAT, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Cyril CINEUX, Alparslan COSKUN, Charles DUBREUIL, Christine DULAC ROUGERIE, Samir EL BAKKALI, Sondès EL HAFIDHI, Eric FAIDY, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Magali GALLAIS, Jérôme GODARD, Christiane JALICON, Nicaise JOSEPH, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Diego LANDIVAR, Cécile LAPORTE, Isabelle LAVEST, Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL, Marianne MAXIMI, Pierre MIQUEL, Lucie MIZOULE, Didier MULLER, Lucas PEYRE, Frédéric PILAUD, Catherine PINET-TALLON, Stanislas RENIÉ, Pierre SABATIER, Vincent SOULIGNAC, Anne-Laure STANISLAS, Sylviane TARDIEU, Yannick VIGIGNOL, Odile VIGNAL, Thomas WEIBEL

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : /

Excusé(e)s : /

Absent(e)s : /

Secrétaire : Wendy LAFAYE

Rapport N° 5
LECTURE DE LA CHARTE DE L'ELU LOCAL

En application de l'article L. 2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1-1 du même code.
Le Maire remet aux conseillers municipaux une copie de la charte de l'élu local et du chapitre III du Titre II (Organes de la Commune), relatif aux conditions d'exercice des mandats municipaux.

Vous trouverez en annexe une copie de la charte de l'élu local, ainsi qu'une copie du chapitre II du Titre II du Code Général des Collectivités Territoriales.

DELIBERATION

Le Conseil Municipal prend acte de la remise de la charte de l'élu local et du chapitre III du Titre II relatif aux conditions d'exercice des mandats municipaux et de la lecture de la charte de l'élu local.

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 06 JUIL. 2020

Le Maire,

CLERMONT-FERRAND
AVERNA CIVITAS NOBILISSIMA

Olivier BIANCHI

CHARTE DE L'ÉLU LOCAL

ET

CONDITIONS D'EXERCICE DE MANDATS MUNICIPAUX

La loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 crée l'article L2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui prévoit que, lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l'élection du maire et des adjoints, le nouveau maire doit donner lecture de la charte de l'élu local, prévue à l'article L1111-1-1 du même Code .

Le Maire doit remettre aux conseillers municipaux une copie de cette charte et du chapitre du CGCT consacré aux « Conditions d'exercice des mandats locaux » (articles L2123-1 à L2123-35).

Article L1111-1-1 du Code Général des Collectivité Territoriale

Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la présente charte de l'élu local.

Charte de l'élu local

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.

5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
LIVRE Ier : ORGANISATION DE LA COMMUNE
TITRE II : ORGANES DE LA COMMUNE
CHAPITRE III : Conditions d'exercice des mandats municipaux
Section 1 : Garanties accordées aux titulaires de mandats municipaux
Sous-section 1 : Garanties accordées dans l'exercice du mandat

Article L2123-1
L'employeur est tenu de laisser à tout salarié de son entreprise membre d'un conseil municipal le temps nécessaire pour se rendre et participer :

1° Aux séances plénières de ce conseil ;

2° Aux réunions de commissions dont il est membre et instituées par une délibération du conseil municipal ;

3° Aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune.

Selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat, l'élu municipal doit informer l'employeur de la date de la séance ou de la réunion dès qu'il en a connaissance.

L'employeur n'est pas tenu de payer comme temps de travail le temps passé par l'élu aux séances et réunions précitées.

Au début de son mandat de conseiller municipal, le salarié bénéficie, à sa demande, d'un entretien individuel avec son employeur portant sur les modalités pratiques d'exercice de son mandat au regard de son emploi. Cet entretien ne se substitue pas à l'entretien professionnel mentionné à l'article L. 6315-1 du code du travail.

L'employeur et le salarié membre du conseil municipal peuvent s'accorder sur les mesures à mettre en œuvre pour faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et les fonctions électives du salarié et, le cas échéant, sur les conditions de rémunération des temps d'absence consacrés à l'exercice de ces fonctions.

Article L2123-1-1
Sous réserve de la compatibilité de son poste de travail, le conseiller municipal est réputé relever de la catégorie de personnes qui disposent, le cas échéant, de l'accès le plus favorable au télétravail dans l'exercice de leur emploi.

Article L2123-2
I.-Indépendamment des autorisations d'absence dont ils bénéficient dans les conditions prévues à l'article L. 2123-1, les maires, les adjoints et les conseillers municipaux ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à l'administration de la commune ou de l'organisme auprès duquel ils la représentent et à la préparation des réunions des instances où ils siègent.

II.-Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est fixé par référence à la durée hebdomadaire légale du travail. Il est égal :

1° A l'équivalent de quatre fois la durée hebdomadaire légale du travail pour les maires des communes d'au moins 10 000 habitants et les adjoints au maire des communes d'au moins 30 000 habitants ;

2° A l'équivalent de trois fois et demie la durée hebdomadaire légale du travail pour les maires des communes de moins de 10 000 habitants et les adjoints au maire des communes de 10 000 à 29 999 habitants ;

3° A l'équivalent de deux fois la durée hebdomadaire légale du travail pour les conseillers municipaux des communes de 100 000 habitants au moins et les adjoints au maire des communes de moins de 10 000 habitants ;

4° A l'équivalent d'une fois la durée hebdomadaire légale du travail pour les conseillers municipaux des communes de 30 000 à 99 999 habitants, de 60 % pour les conseillers municipaux des communes de 10 000 à 29 999 habitants et de 30 % pour les conseillers municipaux des communes de 3 500 à 9 999 habitants ;

5° A l'équivalent de 30 % de la durée hebdomadaire légale du travail pour les conseillers municipaux des communes de moins de 3 500 habitants.

Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.

Lorsqu'un adjoint ou un conseiller supplée le maire dans les conditions fixées par l'article L. 2122-17, il bénéficie, pendant la durée de la suppléance, du crédit d'heures fixé au 1° ou au 2° du présent article.

Les conseillers municipaux qui bénéficient d'une délégation de fonction du maire ont droit au crédit d'heures prévu pour les adjoints au 1°, au 2° ou au 3° du présent article.

III.-En cas de travail à temps partiel, ce crédit d'heures est réduit proportionnellement à la réduction du temps de travail prévue pour l'emploi considéré.

L'employeur est tenu d'accorder aux élus concernés, sur demande de ceux-ci, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu au présent article. Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

Article L2123-3

Les pertes de revenu subies par les conseillers municipaux qui exercent une activité professionnelle salariée ou non salariée et qui ne bénéficient pas d'indemnités de fonction peuvent être compensées par la commune ou par l'organisme auprès duquel ils la représentent, lorsque celles-ci résultent :

-de leur participation aux séances et réunions mentionnées à l'article L. 2123-1 ;

-de l'exercice de leur droit à un crédit d'heures lorsqu'ils ont la qualité de salarié ou, lorsqu'ils exercent une activité professionnelle non salariée, du temps qu'ils consacrent à l'administration de cette commune ou de cet organisme et à la préparation des réunions des instances où ils siègent, dans la limite du crédit d'heures prévu pour les conseillers de la commune.

Cette compensation est limitée à soixante-douze heures par élu et par an ; chaque heure ne peut être rémunérée à un montant supérieur à une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance.

Article L2123-4

Les conseils municipaux visés à l'article L. 2123-22 peuvent voter une majoration de la durée des crédits d'heures prévus à l'article L. 2123-2.

Article L2123-5
Le temps d'absence utilisé en application des articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile.

Article L2123-6
Des décrets en Conseil d'Etat fixent en tant que de besoin les modalités d'application des dispositions des articles L. 2123-2 à L. 2123-5. Ils précisent notamment les limites dans lesquelles les conseils municipaux peuvent voter les majorations prévues à l'article L. 2123-4 ainsi que les conditions dans lesquelles ces articles s'appliquent aux membres des assemblées délibérantes et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale, lorsqu'ils n'exercent pas de mandat municipal.

Section 1 : Garanties accordées aux titulaires de mandats municipaux ## Sous-section 2 : Garanties accordées dans l'exercice d'une activité professionnelle

Article L2123-7
Le temps d'absence prévu aux articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté.

Aucune modification de la durée et des horaires de travail prévus par le contrat de travail ne peut, en outre, être effectuée en raison des absences intervenues en application des dispositions prévues aux articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 sans l'accord de l'élu concerné.

Article L2123-8
Aucun licenciement ni déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés en raison des absences résultant de l'application des dispositions des articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 sous peine de nullité et de dommages et intérêts au profit de l'élu. La réintégration ou le reclassement dans l'emploi est de droit.

Il est interdit à tout employeur de prendre en considération les absences visées à l'alinéa précédent pour arrêter ses décisions en ce qui concerne l'embauche, la formation professionnelle, l'avancement, la rémunération et l'octroi d'avantages sociaux.

Article L2123-9
Les maires, d'une part, ainsi que les adjoints au maire, d'autre part, qui, pour l'exercice de leur mandat, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle, bénéficient, s'ils sont salariés, des dispositions des articles L. 3142-83 à L. 3142-87 du code du travail relatives aux droits des salariés élus membres de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Le droit à réintégration prévu à l'article L. 3142-84 du même code est maintenu aux élus mentionnés au premier alinéa du présent article jusqu'à l'expiration de deux mandats consécutifs.

L'application de l'article L. 3142-85 du code du travail prend effet à compter du deuxième renouvellement du mandat.

Article L2123-10
Les fonctionnaires régis par les titres I à IV du statut général de la fonction publique sont placés, sur leur demande, en position de détachement pour exercer l'un des mandats mentionnés à l'article L. 2123-9.

Sous-section 3 : Garanties accordées à l'issue du mandat

Article L2123-11
A la fin de leur mandat, les élus visés à l'article L. 2123-9 bénéficient à leur demande d'un stage de remise à niveau organisé dans l'entreprise, compte tenu notamment de l'évolution de leur poste de travail ou de celle des techniques utilisées.

Article L2123-11-1
A l'issue de son mandat, tout maire ou tout adjoint qui, pour l'exercice de son mandat, a cessé son activité professionnelle salariée a droit sur sa demande à une formation professionnelle et à un bilan de compétences dans les conditions fixées par la sixième partie du code du travail.

Lorsque l'intéressé demande à bénéficier du congé de formation prévu par les articles L. 6322-1 à L. 6322-3 du même code, ainsi que du congé de bilan de compétences prévu par l'article L. 6322-42 du même code, le temps passé au titre du mandat local est assimilé aux durées d'activité exigées pour l'accès à ces congés.

Article L2123-11-2
A l'occasion du renouvellement général des membres du conseil municipal, tout maire d'une commune de 1 000 habitants au moins ou tout adjoint dans une commune de 10 000 habitants au moins ayant reçu délégation de fonction de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

– être inscrit à l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail conformément aux dispositions de l'article L. 5411-1 du même code ;

– avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.

Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans les conditions fixées aux articles L. 2123-23, L. 2123-24, L. 2511-34 et L. 2511-34-1, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.

L'allocation est versée pendant une période d'un an au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles prévues par les articles L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2. A compter du septième mois suivant le début du versement de l'allocation, le taux mentionné au quatrième alinéa est au plus égal à 40 %.

Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État.

Section 2 : Droit à la formation

Article L2123-12

Les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.

Dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal.

Article L2123-12-1
Les membres du conseil municipal bénéficient chaque année d'un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures, cumulable sur toute la durée du mandat. Il est financé par une cotisation obligatoire dont le taux ne peut être inférieur à 1 %, prélevée sur les indemnités de fonction perçues par les membres du conseil dans les conditions prévues à l'article L. 1621-3.

La mise en œuvre du droit individuel à la formation relève de l'initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l'exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à l'acquisition des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l'issue du mandat.

Un décret en Conseil d'État détermine les modalités de mise en œuvre du droit individuel à la formation.

Article L2123-13
Indépendamment des autorisations d'absence et du crédit d'heures prévus aux articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4, les membres du conseil municipal qui ont la qualité de salarié ont droit à un congé de formation. Ce congé est fixé à dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.

Article L2123-14
Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement.

Les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation prévu par la présente section sont compensées par la commune dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal en application des articles L. 2123-23, L. 2123-24, L. 2123-24-1 et, le cas échéant, L. 2123-22. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant. Ils ne peuvent être reportés au-delà de l'année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l'assemblée délibérante.

Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application de ces dispositions.

Article L2123-14-1
Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent transférer à ce dernier, dans les conditions prévues par l'article L. 5211-17, les compétences qu'elles détiennent en application des deux derniers alinéas de l'article L. 2123-12.

Le transfert entraîne de plein droit la prise en charge par le budget de l'établissement public de coopération intercommunale des frais de formation visés à l'article L. 2123-14.

Dans les six mois suivant le transfert, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur l'exercice du droit à la formation des élus des communes membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 2123-12 sont applicables à compter du transfert.

Article L2123-15
Les dispositions des articles L. 2123-12 à L. 2123-14 ne sont pas applicables aux voyages d'études des conseils municipaux. Les délibérations relatives à ces voyages précisent leur objet, qui doit avoir un lien direct avec l'intérêt de la commune, ainsi que leur coût prévisionnel.

Article L2123-16
Les dispositions de la présente section ne s'appliquent que si l'organisme qui dispense la formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre de l'intérieur dans les conditions fixées à l'article L. 1221-1.

Sous-section 1 : Dispositions générales.

Article L2123-17
Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal sont gratuites.

Sous-section 2 : Remboursement de frais.

Article L2123-18
Les fonctions de maire, d'adjoint, de conseiller municipal, de président et membre de délégation spéciale donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux.

Les frais ainsi exposés peuvent être remboursés forfaitairement dans la limite du montant des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'État.

Les dépenses de transport effectuées dans l'accomplissement de ces missions sont remboursées selon des modalités fixées par délibération du conseil municipal.

Les autres dépenses liées à l'exercice d'un mandat spécial peuvent être remboursées par la commune sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil municipal. S'agissant des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

Article L2123-18-1
Les membres du conseil municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transport et de séjour qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent leur commune ès qualités, lorsque la réunion a lieu hors du territoire de celle-ci.

Lorsqu'ils sont en situation de handicap, ils peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés pour les situations visées à l'alinéa précédent, ainsi que pour prendre part aux séances du conseil municipal et aux réunions des commissions et des instances dont ils font partie ès qualités qui ont lieu sur le territoire de la commune.

Ces dispositions s'appliquent aux membres de la délégation spéciale mentionnée à l'article L. 2121-35.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.

Article L2123-18-1-1
Selon des conditions fixées par une délibération annuelle, le conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie.

Tout autre avantage en nature fait l'objet d'une délibération nominative, qui en précise les modalités d'usage.

Article L2123-18-2
Les membres du conseil municipal bénéficient d'un remboursement par la commune des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L. 2123-1. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance. Les modalités de remboursement sont fixées par délibération du conseil municipal.

Dans les communes de moins de 3 500 habitants, le remboursement auquel a procédé la commune est compensé par l'État.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

Article L2123-18-3
Les dépenses exceptionnelles d'assistance et de secours engagées en cas d'urgence par le maire ou un adjoint sur leurs deniers personnels peuvent leur être remboursées par la commune sur justificatif, après délibération du conseil municipal.

Article L2123-18-4
Lorsque les maires et les adjoints au maire utilisent le chèque emploi-service universel prévu par l'article L. 1271-1 du code du travail pour assurer la rémunération des salariés ou des associations ou entreprises agréées chargés soit de la garde des enfants, soit de l'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile en application des articles L. 7231-1 et L. 7232-1 du même code, le conseil municipal peut accorder par délibération une aide financière en faveur des élus concernés, dans des conditions fixées par décret.

Le bénéfice du présent article ne peut se cumuler avec celui du quatrième alinéa de l'article L. 2123-18 et de l'article L. 2123-18-2.

Article L2123-19
Le conseil municipal peut voter, sur les ressources ordinaires, des indemnités au maire pour frais de représentation.

Sous-section 3 : Indemnités de fonction.

Article L2123-20

I.-Les indemnités allouées au titre de l'exercice des fonctions de maire et de président de délégation spéciale et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire des communes, de conseiller municipal des communes de 100 000 habitants et plus ou de membre de délégations spéciales qui fait fonction d'adjoint sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

II.-L'élu municipal titulaire d'autres mandats électoraux ou qui siège à ce titre au conseil d'administration d'un établissement public local, du centre national de la fonction publique territoriale, au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société d'économie mixte locale ou qui préside une telle société ne peut percevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction supérieur à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire telle qu'elle est définie à l'article 1er de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement. Ce plafond s'entend déduction faite des cotisations sociales obligatoires.

III.-Lorsqu'en application des dispositions du II, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un conseiller municipal fait l'objet d'un écrêtement, la part écrêtée est reversée au budget de la personne publique au sein de laquelle le conseiller municipal exerce le plus récemment un mandat ou une fonction.

Article L2123-20-1

I. – Lorsque le conseil municipal est renouvelé, les indemnités de ses membres, à l'exception de l'indemnité du maire, sont fixées par délibération. Cette délibération intervient dans les trois mois suivant l'installation du conseil municipal.

II. – Sauf décision contraire de la délégation spéciale, ses membres qui font fonction d'adjoint perçoivent l'indemnité fixée par délibération du conseil municipal pour les adjoints.

III. – Toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres, à l'exception du maire, est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux autres membres du conseil municipal.

Article L2123-21

Le maire délégué, visé à l'article L. 2113-13, perçoit l'indemnité correspondant à l'exercice effectif des fonctions de maire, fixée conformément aux articles L. 2123-20 et L. 2123-23 en fonction de la population de la commune associée.

Les adjoints au maire délégué perçoivent l'indemnité correspondant à l'exercice effectif des fonctions d'adjoint, fixée conformément au I de l'article L. 2123-24 en fonction de la population de la commune associée.

Le deuxième alinéa du présent article est applicable aux maires délégués des communes issues d'une fusion de communes en application de la section 3 du chapitre III du titre Ier du présent livre, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales.

Article L2123-22
Peuvent voter des majorations d'indemnités de fonction par rapport à celles votées par le conseil municipal dans les limites prévues par l'article L. 2123-23, par le I de l'article L. 2123-24 et par les I et III de l'article L. 2123-24-1, les conseils municipaux :

1° 1° Des communes chefs-lieux de département et d'arrondissement ainsi que des communes sièges du bureau centralisateur du canton ou qui avaient la qualité de chef-lieu de canton avant la modification des limites territoriales des cantons prévues en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

2° Des communes sinistrées ;

3° Des communes classées stations de tourisme au sens de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre III du titre III du livre Ier du code du tourisme ;

4° Des communes dont la population, depuis le dernier recensement, a augmenté à la suite de la mise en route de travaux publics d'intérêt national tels que les travaux d'électrification ;

5° Des communes qui, au cours de l'un au moins des trois exercices précédents, ont été attributaires de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale prévue aux articles L. 2334-15 à L. 2334-18-4.

L'application de majorations aux indemnités de fonction fait l'objet d'un vote distinct. Le conseil municipal vote, dans un premier temps, le montant des indemnités de fonction, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale définie au II de l'article L. 2123-24. Dans un second temps, il se prononce sur les majorations prévues au premier alinéa du présent article, sur la base des indemnités votées après répartition de l'enveloppe. Ces deux décisions peuvent intervenir au cours de la même séance.

Article L2123-23
Les maires des communes ou les présidents de délégations spéciales perçoivent une indemnité de fonction fixée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 2123-20 le barème suivant :

Population (habitants)	Taux (en % de l'indice)
Moins de 500	25,5
De 500 à 999	40,3
De 1 000 à 3 499	51,6
De 3 500 à 9 999	55
De 10 000 à 19 999	65
De 20 000 à 49 999	90
De 50 000 à 99 999	110
100 000 et plus	145

Le conseil municipal peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure au barème ci-dessus, à la demande du maire.

L'indemnité de fonction versée aux maires des communes de 100 000 habitants et plus peut être majorée de 40 % du barème prévu au deuxième alinéa, à condition que ne soit pas dépassé le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux membres du conseil municipal hors prise en compte de ladite majoration.

Article L2123-24

I. – Les indemnités votées par les conseils municipaux pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire et de membre de délégation spéciale faisant fonction d'adjoint au maire sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 2123-20 le barème suivant :

Population (habitants)	Taux (en % de l'indice)
Moins de 500	25,5
De 500 à 999	40,3
De 1 000 à 3 499	51,6
De 3 500 à 9 999	55
De 10 000 à 19 999	65
De 20 000 à 49 999	90
De 50 000 à 99 999	110
100 000 et plus	145

II. – L'indemnité versée à un adjoint peut dépasser le maximum prévu au I, à condition que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints ne soit pas dépassé.

III. – Lorsqu'un adjoint supplée le maire dans les conditions prévues par l'article L. 2122-17, il peut percevoir, pendant la durée de la suppléance et après délibération du conseil municipal, l'indemnité fixée pour le maire

par l'article L. 2123-23, éventuellement majorée comme le prévoit l'article L. 2123-22. Cette indemnité peut être versée à compter de la date à laquelle la suppléance est effective.

IV. – En aucun cas l'indemnité versée à un adjoint ne peut dépasser l'indemnité fixée pour le maire en application des articles L. 2123-22 et L. 2123-23.

V. – Par dérogation au I, dans les communes de 20 000 habitants au moins, lorsqu'un adjoint a interrompu toute activité professionnelle pour exercer son mandat et que le maire lui retire les délégations de fonctions qu'il lui avait accordées, la commune continue de lui verser, dans les cas où il ne retrouve pas d'activité professionnelle et pendant trois mois au maximum, l'indemnité de fonction qu'il percevait avant le retrait de la délégation.

Article L2123-24-1

I. – Les indemnités votées par les conseils municipaux des communes de 100 000 habitants au moins pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller municipal sont au maximum égales à 6 % du terme de référence mentionné au I de l'article L. 2123-20.

II. – Dans les communes de moins de 100 000 habitants, il peut être versé une indemnité pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller municipal dans les limites prévues par le II de l'article L. 2123-24. Cette indemnité est au maximum égale à 6 % du terme de référence mentionné au I de l'article L. 2123-20.

III. – Les conseillers municipaux auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions en application des articles L. 2122-18 et L. 2122-20 peuvent percevoir une indemnité allouée par le conseil municipal dans les limites prévues par le II de l'article L. 2123-24. Cette indemnité n'est pas cumulable avec celle prévue par le II du présent article.

IV. – Lorsqu'un conseiller municipal supplée le maire dans les conditions prévues par l'article L. 2122-17, il peut percevoir, pendant la durée de la suppléance et après délibération du conseil municipal, l'indemnité fixée pour le maire par l'article L. 2123-23, éventuellement majorée comme le prévoit l'article L. 2123-22. Cette indemnité peut être versée à compter de la date à laquelle la suppléance est effective.

V. – En aucun cas l'indemnité versée à un conseiller municipal ne peut dépasser l'indemnité fixée pour le maire de la commune en application des articles L. 2123-22 et L. 2123-23.

Article L2123-24-1-1

Chaque année, les communes établissent un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés. Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune.

Article L2123-24-2

Dans des conditions fixées par leur règlement intérieur, le montant des indemnités de fonction que le conseil municipal des communes de 50 000 habitants et plus alloue à ses membres peut être modulé en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres. La réduction éventuelle de ce montant ne peut dépasser, pour chacun des membres, la moitié de l'indemnité pouvant lui être allouée.

Section 4 : Protection sociale
Sous-section 1 : Sécurité sociale.

Article L2123-25
Le temps d'absence prévu aux articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination du droit aux prestations sociales.

Article L2123-25-1
Lorsqu'un élu qui perçoit une indemnité de fonction et qui n'a pas interrompu toute activité professionnelle ne peut exercer effectivement ses fonctions en cas de maladie, maternité, paternité ou accident, le montant de l'indemnité de fonction qui lui est versée est au plus égal à la différence entre l'indemnité qui lui était allouée antérieurement et les indemnités journalières versées par son régime de protection sociale.

Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret.

Article L2123-25-2
Les élus municipaux sont affiliés au régime général de sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale.

Les cotisations des communes et celles de l'élu sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ce dernier en application des dispositions du présent code.

Un décret fixe les conditions d'application du présent article.

Sous-section 2 : Retraite.

Article L2123-27
Les élus qui perçoivent une indemnité de fonction en application des dispositions du présent code ou de toute autre disposition régissant l'indemnisation de leurs fonctions peuvent constituer une retraite par rente à la gestion de laquelle doivent participer les élus affiliés.

La constitution de cette rente incombe pour moitié à l'élu et pour moitié à la commune.

Un décret en Conseil d'État fixe le plafond des taux de cotisation.

Article L2123-28
Les élus qui perçoivent une indemnité de fonction en application des dispositions du présent code ou de toute autre disposition régissant l'indemnisation de leurs fonctions sont affiliés au régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires des collectivités publiques.

Les pensions versées en exécution du présent article sont cumulables sans limitation avec toutes autres pensions ou retraites.

Un décret fixe les conditions dans lesquelles sont pris en compte les services rendus par les maires et adjoints.

Article L2123-29
Les cotisations des communes et celles de leurs élus résultant de l'application des articles L. 2123-27 et L. 2123-28 sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ces derniers en application des dispositions du présent code ou de toute autre disposition régissant l'indemnisation de leurs fonctions.

Les cotisations des élus ont un caractère personnel et obligatoire.

Article L2123-30
Les pensions de retraite déjà liquidées et les droits acquis avant le 30 mars 1992 des élus communaux continuent d'être honorés par les institutions et organismes auprès desquels ils ont été constitués ou auprès desquels ils ont été transférés. Les charges correspondantes sont notamment couvertes, le cas échéant, par une subvention d'équilibre versée par les collectivités concernées.

Les élus mentionnés à l'alinéa précédent, en fonction ou ayant acquis des droits à une pension de retraite avant le 30 mars 1992, peuvent continuer à cotiser à ces institutions et organismes.

La commune au sein de laquelle l'élu exerce son mandat contribue dans la limite prévue à l'article L. 2123-27.

Section 5 : Responsabilité des communes en cas d'accident

Article L2123-31
Les communes sont responsables des dommages résultant des accidents subis par les maires, les adjoints et les présidents de délégation spéciale dans l'exercice de leurs fonctions.

Article L2123-32
Lorsque les élus locaux mentionnés aux articles L. 2123-31 et L. 2123-33 sont victimes d'un accident survenu dans l'exercice de leurs fonctions, les collectivités publiques concernées versent directement aux praticiens, pharmaciens, auxiliaires médicaux, fournisseurs ainsi qu'aux établissements le montant des prestations afférentes à cet accident calculé selon les tarifs appliqués en matière d'assurance maladie.

Article L2123-33
Les communes sont responsables des dommages subis par les conseillers municipaux et les délégués spéciaux lorsqu'ils sont victimes d'accidents survenus soit à l'occasion de séances des conseils municipaux ou de réunions de commissions et des conseils d'administration des centres communaux d'action sociale dont ils sont membres, soit au cours de l'exécution d'un mandat spécial.

Section 6 : Responsabilité et protection des élus

Article L2123-34
Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, le maire ou un élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ne peut être condamné sur le fondement du troisième alinéa de ce même article pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.

La commune est tenue d'accorder sa protection au maire, à l'élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions.

La commune est tenue de souscrire, dans un contrat d'assurance, une garantie visant à couvrir le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts qui résultent de l'obligation de protection à l'égard du maire et des élus mentionnés au deuxième alinéa du présent article. Dans les communes de moins de 3 500 habitants, le montant payé par la commune au titre de cette souscription fait l'objet d'une compensation par l'État en fonction d'un barème fixé par décret.

Lorsque le maire ou un élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation agit en qualité d'agent de l'État, il bénéficie, de la part de l'État, de la protection prévue par l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Article L2123-35

Le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code. La commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. La protection prévue aux deux alinéas précédents est étendue aux conjoints, enfants et ascendants directs des maires ou des élus municipaux les suppléant ou ayant reçu délégation lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages. Elle peut être accordée, sur leur demande, aux conjoints, enfants et ascendants directs des maires ou des élus municipaux les suppléant ou ayant reçu délégation, décédés dans l'exercice de leurs fonctions ou du fait de leurs fonctions, à raison des faits à l'origine du décès ou pour des faits commis postérieurement au décès mais du fait des fonctions qu'exerçait l'élu décédé. La commune est subrogée aux droits de la victime pour obtenir des auteurs de ces infractions la restitution des sommes versées à l'élu intéressé. Elle dispose en outre aux mêmes fins d'une action directe qu'elle peut exercer, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale.

La commune est tenue de souscrire, dans un contrat d'assurance, une garantie visant à couvrir le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts qui résultent de l'obligation de protection à l'égard du maire et des élus mentionnés au deuxième alinéa du présent article. Dans les communes de moins de 3 500 habitants, le montant payé par la commune au titre de cette souscription fait l'objet d'une compensation par l'État en fonction d'un barème fixé par décret.

BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)

Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètre de la transaction :

	Type de transaction :	*Transmission d'actes*
	Nature de l'acte :	*Délibérations*
	Numéro de l'acte :	*CM030720ODJ06*
	Date de la décision :	*2020-07-06 00:00:00+02*
	Objet :	*Modalités de dépôt des listes pour l'élection des membres de la commission de délégation de service public*
	Documents papiers complémentaires :	*NON*
	Classification matières/sous-matières :	*5.1 - Election executif*
	Identifiant unique :	*063-216301135-20200706-CM030720ODJ06-DE*
	URL d'archivage :	*Non définie*
	Notification :	*Non notifiée*

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
Nom métier :		
063-216301135-20200706-CM030720ODJ06-DE-1-1_0.xml	*text/xml*	*934*
Nom original :		
CM 03 07 2020_ODJ06.pdf	*application/pdf*	*164195*
Nom métier :		
99_DE-063-216301135-20200706-CM030720ODJ06-DE-1-1_1.pdf	*application/pdf*	*164195*

Cycle de vie de la transaction :

	Etat	Date	Message
	Posté	*6 juillet 2020 à 16h18min35s*	*Dépôt initial*
	En attente de transmission	*6 juillet 2020 à 16h18min36s*	*Accepté par le TdT : validation OK*
	Transmis	*6 juillet 2020 à 16h19min32s*	*Transmis au MI*
	Acquittement reçu	*6 juillet 2020 à 16h20min55s*	*Reçu par le MI le 2020-07-06*

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU **03 juillet 2020 à 16 h 00**

AUJOURD'HUI **trois juillet deux mille vingt**

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 29 juin 2020, s'est réuni dans les Salons de l'Hôtel de Ville.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

Olivier BIANCHI, Maire, présidant la séance

Présent(e)s : Dominique ADENOT, Anna AUBOIS, Cécile AUDET, Jérôme AUSLENDER, Marion BARRAUD, Géraldine BASTIEN, Laetitia BEN SADOK, Grégory BERNARD, Valérie BERNARD, Christophe BERTUCAT, Olivier BIANCHI, Fatima BISMIR, Alexis BLONDEAU, Nicolas BONNET, Julien BONY, Jean-Pierre BRENAS, Dominique BRIAT, Estelle BRUANT, Marion CANALES, Jean-Christophe CERVANTES, Rémi CHABRILLAT, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Cyril CINEUX, Alparslan COSKUN, Charles DUBREUIL, Christine DULAC ROUGERIE, Samir EL BAKKALI, Sondès EL HAFIDHI, Eric FAIDY, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Magali GALLAIS, Jérôme GODARD, Christiane JALICON, Nicaise JOSEPH, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Diego LANDIVAR, Cécile LAPORTE, Isabelle LAVEST, Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL, Marianne MAXIMI, Pierre MIQUEL, Lucie MIZOULE, Didier MULLER, Lucas PEYRE, Frédéric PILAUD, Catherine PINET-TALLON, Stanislas RENIÉ, Pierre SABATIER, Vincent SOULIGNAC, Anne-Laure STANISLAS, Sylviane TARDIEU, Yannick VIGIGNOL, Odile VIGNAL, Thomas WEIBEL

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : /

Excusé(e)s : /

Absent(e)s : /

Secrétaire : Wendy LAFAYE

Rapport N° 6

MODALITES DE DEPOT DES LISTES POUR L'ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Les articles L 1411-5-II et D 1411-3 à D1411-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), fixent les règles applicables à la composition et à l'élection des commissions de délégation de service public (CDSP).

Concernant la Ville de Clermont-Ferrand, il en résulte que cette commission doit comprendre, outre le Président (à savoir l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public, le Maire ou son représentant), cinq membres titulaires. Le nombre de membres suppléants doit être égal à celui des membres titulaires (Article L1411-5 CGCT), soit 5 membres suppléants. Les listes peuvent cependant comprendre un nombre inférieur ou égal de noms au nombre de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir (Article D1411-4 du CGCT). Il est toutefois conseillé de présenter, si possible, un nombre de candidats égal au nombre de sièges afin de permettre le remplacement d'un poste vacant en cours de mandat, le cas échéant.

Le Conseil fixe préalablement les conditions de dépôt des listes (D 1411-5 du CGCT) par une délibération expresse, préalable et distincte des opérations électorales proprement dites.

Il convient alors de procéder en deux temps et donc deux conseils distincts, à savoir :

- lors d'un Conseil, délibération déterminant les modalités de dépôt des listes,

- puis, lors du Conseil suivant, élection des membres de la CDSP

Les listes doivent donc être déposées avant le 15 juillet 2020 avant 16 h au bureau du Service des Affaires Institutionnelles de la Direction des Affaires Générales et Institutionnelles.

Les listes pourront être déposées soit sous format papier contre récépissé ou par voie dématérialisée à l'adresse dagi-vie-assemblee@ville-clermont-ferrand.fr

Les membres titulaires et suppléants de la commission sont élus au sein de l'assemblée délibérante, au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle, avec application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Si une seule liste est présentée, elle doit satisfaire à la même obligation de représentation de manière à permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée délibérante, lorsqu'une telle pluralité existe.

L'élection se déroule au scrutin secret, sauf accord unanime contraire du Conseil (article L 2121-21 du CGCT.

La CDSP peut avoir un caractère permanent, sous réserve d'une mention expresse dans les délibérations les instaurant. Aussi, compte-tenu de la spécificité des règles de procédures dans ce domaine, de la nature des contrats devant comprendre certaines caractéristiques, il apparaît de bonne administration de donner un caractère permanent à ce type de commission.

Ainsi, il est donc proposé aux conseillers municipaux de fixer dans un premier temps, en application de l'article D1411-5 du CGCT, les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres de la Commission de délégation de service public.

Compte-tenu de ces éléments, il vous est proposé :

- de fixer les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres de la Commission de délégation de service public permanente de la Ville de Clermont-Ferrand comme suit :

  - Les listes doivent être déposées avant le 15 juillet 2020 avant 16 h au bureau du Service des Affaires Institutionnelles de la Direction des Affaires Générales et Institutionnelles.

Les listes pourront être déposées soit sous format papier ou par voie dématérialisée à l'adresse dagi-vie-assemblee@ville-clermont-ferrand.fr ;

- Une ou plusieurs listes pourront être déposées ;
- Les listes pourront comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir, mais si possible, un nombre de noms égal de manière à pouvoir assurer le remplacement en cas de vacance de poste au cours du mandat.

DELIBERATION

Après en avoir délibéré, la proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 06 JUIL. 2020

Le Maire,

CLERMONT-FERRAND
ARVERNA CIVITAS NOBILISSIMA

Olivier BIANCHI

SLO
Tiers de télétransmission multiprotocole
HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)

Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètre de la transaction :

	Type de transaction :	*Transmission d'actes*
	Nature de l'acte :	*Délibérations*
	Numéro de l'acte :	*CM030720ODJ07*
	Date de la décision :	*2020-07-06 00:00:00+02*
	Objet :	*Modalités de dépôt des listes pour l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres*
	Documents papiers complémentaires :	*NON*
	Classification matières/sous-matières :	*5.1 - Election executif*
	Identifiant unique :	*063-216301135-20200706-CM030720ODJ07-DE*
	URL d'archivage :	*Non définie*
	Notification :	*Non notifiée*

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
Nom métier :		
063-216301135-20200706-CM030720ODJ07-DE-1-1_0.xml	*text/xml*	*919*
Nom original :		
CM 03 07 2020_ODJ07.pdf	*application/pdf*	*151288*
Nom métier :		
99_DE-063-216301135-20200706-CM030720ODJ07-DE-1-1_1.pdf	*application/pdf*	*151288*

Cycle de vie de la transaction :

	Etat	Date	Message
	Posté	*6 juillet 2020 à 16h21min33s*	*Dépôt initial*
	En attente de transmission	*6 juillet 2020 à 16h21min39s*	*Accepté par le TdT : validation OK*
	Transmis	*6 juillet 2020 à 16h21min58s*	*Transmis au MI*
	Acquittement reçu	*6 juillet 2020 à 16h22min09s*	*Reçu par le MI le 2020-07-06*

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU **03 juillet 2020 à 16 h 00**

AUJOURD'HUI **trois juillet deux mille vingt**

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 29 juin 2020, s'est réuni dans les Salons de l'Hôtel de Ville.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

Olivier BIANCHI, Maire, présidant la séance

Présent(e)s : Dominique ADENOT, Anna AUBOIS, Cécile AUDET, Jérôme AUSLENDER, Marion BARRAUD, Géraldine BASTIEN, Laetitia BEN SADOK, Grégory BERNARD, Valérie BERNARD, Christophe BERTUCAT, Olivier BIANCHI, Fatima BISMIR, Alexis BLONDEAU, Nicolas BONNET, Julien BONY, Jean-Pierre BRENAS, Dominique BRIAT, Estelle BRUANT, Marion CANALES, Jean-Christophe CERVANTES, Rémi CHABRILLAT, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Cyril CINEUX, Alparslan COSKUN, Charles DUBREUIL, Christine DULAC ROUGERIE, Samir EL BAKKALI, Sondès EL HAFIDHI, Eric FAIDY, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Magali GALLAIS, Jérôme GODARD, Christiane JALICON, Nicaise JOSEPH, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Diego LANDIVAR, Cécile LAPORTE, Isabelle LAVEST, Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL, Marianne MAXIMI, Pierre MIQUEL, Lucie MIZOULE, Didier MULLER, Lucas PEYRE, Frédéric PILAUD, Catherine PINET-TALLON, Stanislas RENIÉ, Pierre SABATIER, Vincent SOULIGNAC, Anne-Laure STANISLAS, Sylviane TARDIEU, Yannick VIGIGNOL, Odile VIGNAL, Thomas WEIBEL

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : /

Excusé(e)s : /

Absent(e)s : /

Secrétaire : Wendy LAFAYE

Rapport N° 7
MODALITES DE DEPOT DES LISTES POUR L'ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La Commission d'Appel d'Offres est chargée de choisir le titulaire pour les marchés passés selon une procédure formalisée et d'émettre un avis pour les avenants supérieurs à 5% du montant initial pour ces mêmes marchés, tout au long du mandat municipal.

Les nouvelles règles relatives à la CAO sont dorénavant régies par les dispositions du Code Général des Collectivités territoriales (CGCT).

La CAO est composée :
- de la personne habilitée à signer les marchés publics ou son représentant, Président de la commission ;
- de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants désignés au sein et par l'Assemblée délibérante.

Préalablement aux opérations électorales de désignation des membres titulaires et suppléants de la CAO, l'Assemblée délibérante doit, selon l'article D.1411-5 du CGCT, fixer les conditions de dépôts des listes pour la CAO. Une délibération préalable et distincte des opérations électorales est nécessaire.

Les listes peuvent comprendre un nombre inférieur ou égal de noms au nombre de sièges de titulaires et suppléants à pourvoir. Toutefois, il est préconisé, si cela est possible, de déposer des listes complètes comportant 5 noms de titulaires et 5 noms de suppléants.

Les membres titulaires et suppléants sont élus au sein de l'Assemblée délibérante, au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle, avec application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. L'élection se déroule au scrutin secret, sauf accord unanime contraire du Conseil (*Art. L.2121-21 du CGCT*). En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Si une seule liste est présentée, comme les dispositions de l'article L.2121-21 du CGCT le prévoient, elle doit satisfaire à la même obligation de représentation, de manière à permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée délibérante, lorsqu'une telle pluralité existe.

La commission d'appel d'offres peut avoir un caractère permanent. Il est proposé qu'elle soit constituée de manière permanente et se substitue à toute autre commission ad'hoc ayant été constituée précédemment.

Les listes seront déposées avant le 15 juillet 2020 avant 16 h :
- sous enveloppe cachetée contre récépissé au bureau du Service des Affaires Institutionnelles de la Direction des Affaires Générales et Institutionnelles ;
- ou par voie dématérialisée à l'adresse dagi-vie-assemblee@ville-clermont-ferrand.fr

Compte-tenu de ces éléments, il vous est proposé :

- de fixer les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres permanente de la Ville de Clermont-Ferrand comme suit :

- Les listes doivent être déposées avant le 15 juillet 2020 avant 16 h au bureau du Service des Affaires Institutionnelles de la Direction des Affaires Générales et Institutionnelles.

Les listes pourront être déposées soit sous format papier ou par voie dématérialisée à l'adresse dagi-vie-assemblee@ville-clermont-ferrand.fr ;

- Une ou plusieurs listes pourront être déposées ;

- Les listes pourront comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir, mais si possible, un nombre de noms égal de manière à pouvoir assurer le remplacement en cas de vacance de poste au cours du mandat.

DELIBERATION

Après en avoir délibéré, la proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 06 JUIL. 2020

Le Maire,

Olivier BIANCHI